

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Septembre
Octobre 2013 - N°41

1€

Josy Dubié
Companero Salvador
Allende,
presente!

Robert Waeles
"No"

Jean Fagard

Ingénieur civil de formation Jean Fagard né à Liège de parents communistes a été dans toutes les batailles depuis ses années d'étudiant où il milita au Comité Indochine de l'ULG, très actif avec le Viêt-Nam dans les années 60-70. Un temps séduit par le discours maoïste il s'éloigne du Parti avant de revenir, début des années 80. Il existe, parmi les normes administratives de notre pays le dit « Arrêt Fagard » par lequel le Conseil d'Etat annulait l'arrêté royal instituant le TIC-manager dans le cadre du système de modernisation de la fonction publique dit « Plan Copernic », concocté par la droite avec le concours du Parti socialiste. Annulation obtenue par Jean et ses camarades en lutte et qui peint bien ce camarade aussi modeste qu'aguerri.

Le Drapeau Rouge.- Cette rentrée nous reçoit avec un nouveau roi à la tête du pays. Que peux-tu nous dire par rapport à ce changement ? Quelle est son importance et sa signification ?

Jean Fagard.- L'abdication d'Albert, l'intronisation de Philippe, la béatification de Baudouin, en soi, tout cela m'intéresse autant que les dernières frasques de Lady Gaga. Ce qui est condamnable dans cette affaire, c'est la médiatisation qui en a été faite dans le but de détourner l'attention de la population des vrais problèmes et véritables menaces que sont la mise en place de la réforme que le gouvernement vient d'adopter et le silence général dans lequel nos gouvernants se préparent à ratifier le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) ou encore à entamer les négociations sur le Marché Transatlantique (MTA).

Ceci dit, il est évident que les communistes sont et seront toujours des républicains, qu'ils considèrent la monarchie comme un régime moyenâgeux et sont favorables au système présidentiel avec des élections au suffrage universel. Rappelons à ce sujet le fameux cri de « Vive la république » attribué à Julien Lahaut, président du PC, lors de la prestation de serment constitutionnel de Baudouin en août 1950. Pour nous, dans l'histoire de la Belgique, la royauté est associée à l'esclavagisme, au colonialisme, à la collusion entre le pouvoir et l'Eglise la plus rétrograde, c'est la collaboration avec l'Allemagne nazie, le soutien à Franco, c'est l'assassinat de Lahaut, de Lumumba, ... Cela étant, le combat républicain ne saurait être uniquement institutionnel, mais doit avoir un vrai contenu économique et politique progressiste.

Le DR.- Tu parles des vrais problèmes occultés. Quels sont-ils ?

JF.- Je pense que cette rentrée s'annonce particulièrement critique pour la population en général et les travailleurs en particulier. La réforme de Di Rupo si complaisante envers les intérêts du patronat et le dit « pacte budgétaire » ou TSCG me semblent très menaçantes. Il y a également le projet de MTA.



Pour les communistes, ces deux traités sont fondamentalement mauvais et doivent être rejetés sans la moindre réserve. Ils sont pires que les précédents (Maastricht, Lisbonne, ...) dont on voit maintenant les conséquences désastreuses (Grèce, Portugal, ...) mais qui ont été ratifiés et appliqués sans qu'on demande son avis à la population. Je dirais cependant que la priorité de nos luttes doit cibler le TSCG car il est en phase de ratification alors qu'en ce qui concerne le MTA on va seulement entreprendre les négociations. Cela dit, nous devons, bien entendu, rester très attentifs.

Le DR.- Quels sont les risques et les conséquences du TSCG ?

JF.- Ce traité, qui vise à contraindre les Etats de la zone euro à financer leurs dépenses par leurs recettes et donc à limiter le recours à l'emprunt et à l'impôt (surtout celui qui pourrait toucher les riches) prévoit que chaque pays s'engage à respecter des règles strictes en matière de budget et de déficit publics sous peine d'être sanctionné par la Cour européenne de justice.

Dans les grandes lignes, les Etats s'engagent à avoir des comptes publics "en équilibre ou en excédent" sur l'ensemble d'un cycle économique avec possibilité d'avoir un déficit structurel

(qui ne comprend pas les dépenses telles que les allocations chômage, assurance sociale) ne pouvant dépasser 0,5% (1% dans certaines conditions) du PIB. En résumé, l'UE dicte les règles, contrôle les dépenses des Etats, a son mot à dire sur les emprunts des Etats et sur les réformes économiques qu'ils proposent et punit économiquement les Etats qui ne sont pas suffisamment dociles. L'UE se substitue en définitive à nos parlements nationaux.

En théorie ce n'était pas faisable car notre constitution prévoyait que « tout pouvoir émane de la Nation » mais en pratique la constitution avait été opportunément modifiée en 1970 pour permettre ce genre d'ingérence de la part « d'institutions publiques internationales ».

Actuellement, ce traité, qui a été signé le 2 mars 2012 par 25 Etats membres de l'UE est en fait entré en vigueur le 1er janvier 2013 et doit entrer en application après ratification par les parlements des divers pays ce qui est déjà le cas pour 17 Etats de l'UE. En Belgique, s'il a déjà été ratifié par le Parlement flamand, par le Sénat et par le Parlement fédéral, il doit encore l'être par les autres parlements dont le Parlement wallon. Il suffirait donc qu'un seul de ces quatre parlements refuse de signer pour que la Belgique ne participe pas à cette combine antidémocratique et antisociale. Il y a donc grande urgence à se mobiliser afin d'éviter que ce projet réactionnaire et anti-démocratique puisse entrer en vigueur.

Le DR.- Et à propos du MTA ?

JF.- Le Marché Transatlantique, c'est le stade suivant qui prévoit l'établissement d'un marché unifié gigantesque puisqu'il inclura celui des Etats-Unis et celui de l'Europe. Le projet de ce nouvel ensemble UE-US a été approuvé originellement le 28 mai 2008 par les institutions européennes et devrait entrer en vigueur en 2015. Ce marché permettrait aux plus forts (EU, Allemagne) d'exporter n'importe quoi vers les autres membres sans que ceux-ci aient la possibilité de refuser (ce sera le cas pour les OGM, par exemple) car c'est ça le « marché libre » c.-à-d. à l'américaine, complètement dérégulé et dont le seul critère est celui d'assurer

les profits des multinationales américaines.

Bien entendu, les Etats Unis accompagnent cet accord de libre-échange d'un contrôle accru des populations (et des démocraties) « justifié » par la lutte contre le terrorisme. Il s'agit du stade suivant : après avoir transféré la souveraineté des Etats vers les institutions européennes (TSCG), on se propose, plus exactement on nous imposera, de transférer la souveraineté européenne vers les Etats Unis (MTA).

Le DR.- Face au scénario assez sinistre que tu nous présentes, où en est la gauche aujourd'hui ? Et le mouvement syndical ?

JF.- Il y a déjà pas mal de temps que la gauche traditionnelle (PS, Ecolo) est rentrée dans le moule de la mondialisation, qu'elle n'est plus revendicatrice du progrès social, mais se contente de dire qu'elle essaye de conserver les conquêtes du mouvement ouvrier, qu'elle a abandonné la lutte contre le capitalisme et qu'elle s'accommode de ce dernier. Le PS est au pouvoir depuis longtemps, il a envie d'y rester ; Ecolo y a goûté, il a envie d'y revenir. En définitive, il n'y a pas grand-chose à attendre de cette gauche qui a soutenu les privatisations, qui a contribué à la mise en place de cette Union européenne antisociale et antidémocratique, qui n'a pas fait grand-chose pour empêcher la fermeture de plusieurs entreprises et qui vient de voter un budget désastreux où les plus démunis payeront pour les nantis. Je ne me fais donc pas d'illusion, la gauche dite réformiste, qui est d'ailleurs particulièrement muette à ce sujet, votera la ratification du TSCG et défendra le MTA, à quelques exceptions près, qui sont à saluer.

Au niveau syndical, la FGTB, et, dans une moindre mesure, la CSC, sont traversées par d'importantes contradictions. Les importantes régressions sociales auxquelles nous devons faire face, la destruction progressive des conquêtes du mouvement ouvrier, placent les syndicats dans une position difficile. Depuis plus de 20 ans, ils se sont essentiellement cantonnés à un rôle défensif et certains dirigeants ont entretenus pendant trop longtemps des illusions propagées par la gauche de

gouvernement. Toutefois, les renoncements de plus en plus fréquents de cette gauche réformiste fonctionnent de plus en plus difficilement, et tant à la base que chez les cadres, les illusions se dissipent. Il suffit de voir l'appel du 1er mai 2012 de la FGTB carolo et son prolongement du 27 avril 2013, qui, commencent à faire leur petit chemin, y compris hors de Charleroi et de la FGTB. C'est une démarche qui va dans le bon sens.

Le DR.- Et l'Europe ? Quid de notre position vis-à-vis de la question européenne si l'on tient compte que tant le TSCG que le MTA ont, très largement, une paternité européenne ?

JF.- Si l'on se penche sur le processus de construction européenne, on remarque que ses racines sont profondément ancrées dans le système capitaliste, et, au final, bien peu dans la légitime aspiration des peuples à vivre en paix. Dès la fin de la Seconde guerre mondiale, il s'agissait surtout de « rebattre les cartes » et de donner aux bourgeoisies européennes, largement discréditées, les moyens de maintenir leur domination sur les classes populaires. Ce qui ne veut pas dire que ce processus a été exempt de contradictions, amenant certaines bourgeoisies « nationales » (repreons le cas de la France sous De Gaulle) à vouloir jouer « cavalier seul », sans pour autant que la donne change pour la classe ouvrière et les autres couches subalternes de la société. Rappelons également que cette prétendue construction européenne a été appuyée, plus ou moins fortement selon les époques, par les gouvernements étatsuniens au cours de l'histoire. Maintenant, de plus en plus de gens commencent à se rendre compte de la profonde misère dans laquelle sont plongés des pans entiers de population dans les pays qui, sous prétexte de ne pas avoir respecté les règles de « bonne gouvernance », ont été obligés d'appliquer les remèdes de l'UE. Ainsi, le projet européen, qui à un moment avait une large sympathie, commence à dévoiler son vrai visage et les gens sont en train de comprendre que le but poursuivi est la mise en place d'un système permettant au

Suite page 12

La Syrie où le scénario de violences importées

Bruno Drweski

Comme dans tout conflit, rechercher le « bon » et le « méchant » est stérile car chaque protagoniste défend des intérêts et une vision qui correspondent à ceux d'un groupe donné pour lequel chacun est en droit d'éprouver sympathie ou antipathie. Il faut donc examiner qui représente quel intérêt dans le conflit syrien avant toute prise de position. Il est clair que, à la différence des premiers mois de tensions en Syrie où chaque camp prétendait représenter l'intérêt du peuple syrien, aujourd'hui, chacun est lié à un réseau international qui a transformé un conflit qui n'a en fait jamais été vraiment « local » en un conflit international dans lequel le territoire syrien sert de terrain de jeu à différents protagonistes.

Rappelons seulement que des tensions historiques existaient en Syrie depuis son indépendance entre partisans d'une Syrie plus ou moins islamique, plus ou moins socialiste, plus ou moins panarabiste. Tensions auxquelles se sont ajoutées dans les dernières années des clivages sociaux et régionaux qui se sont développés avec l'affaiblissement des politiques d'interventionnisme économique de l'Etat sous la pression du FMI, ce qui a abouti à créer des tensions qui ont pu reprendre la forme des différences héritées de l'histoire plus ancienne. Ces tensions ne suffisent pas à expliquer le conflit actuel car la Syrie était sans doute moins que d'autres pays arabes traversée par des phénomènes de polarisation. En revanche, elle occupe une position stratégique dans le contexte du conflit historique israélo-arabe et pour l'écoulement des richesses énergétiques provenant de la péninsule arabique, d'Irak et d'Iran. A quoi se sont ajoutées récemment les conséquences de la découverte de gisements de gaz le long du littoral syrien et des pays voisins (Liban, Israël-Palestine, Egypte) qui peuvent souhaiter contrôler l'acheminement du gaz ou du

pétrole. On cite en particulier l'intérêt de Qatar gaz pour un gazoduc passant par Quseir.

Le conflit syrien permet d'observer l'affrontement entre les puissances capitalistes occidentales globalement en déclin, leur allié (Israël) et leurs agents d'influences (les pétromonarchies) avec les puissances émergentes (Russie, Iran, Chine en particulier) et leurs associés, la Turquie jouant désormais un jeu trouble car elle est membre de l'OTAN, alliée militaire d'Israël, mais démontre une volonté politique de se hisser au rang de puissance régionale. Il faut donc analyser l'évolution du conflit syrien sur deux niveaux, celui des bases sociales syriennes des différents camps en présence et celui des intérêts étrangers intervenant dans ce pays.

Au début, Damas considérait que l'on avait affaire à une ingérence étrangère manipulant des problèmes locaux tandis que les différentes forces de l'opposition armée et ses relais émigrés prétendaient que l'on avait affaire à une révolte du peuple syrien d'abord pacifique puis ensuite seulement militarisée contre un gouvernement non représentatif qui devait s'écrouler en quelques semaines. Avec l'afflux de combattants étrangers et d'aides financières et militaires, le conflit a pu être considéré d'un côté comme un conflit entre l'Etat syrien et des agents d'une ingérence extérieure. Puis aujourd'hui, le conflit ayant atteint un stade supérieur, les partisans de l'opposition armée ne nient plus la participation d'étrangers à leur combat ni l'aide qui afflue des pétromonarchies, de Turquie, mais aussi des pays occidentaux, voire d'Israël. Mais ils prétendent qu'en face, l'armée syrienne ne tient que grâce aux combattants libanais du Hezbollah et à l'intervention directe de forces iraniennes combinée à l'aide militaire et économique de la Russie et de la Chine.

Les proportions de facteurs étrangers à la Syrie restent à préciser mais il n'en reste pas moins que si, chronologiquement, les forces de l'opposition armée n'auraient pu atteindre la force qu'elles représentent sans une ingérence directe d'acteurs étrangers dans les combats, les forces du gouvernement syrien ont d'abord fait front seules avant d'obtenir des aides étrangères substantielles. Quoiqu'il en soit, cette crise est bien devenue internationale, une crise des rapports entre puissances. Il faut donc d'abord définir dans leurs grandes lignes, les fondements sur lesquels s'appuient les différents acteurs du conflit.

Clivages internes

On peut soutenir qu'en Syrie même, les forces assez hétéroclites de l'opposition armée plus ou moins liées à des personnalités et organismes émigrés s'appuient principalement sur des populations habitant les régions périphériques du pays, plutôt pauvres, rurales et de religion musulmane sunnite. En particulier à l'ouest d'Alep, en Mésopotamie, le long des frontières libanaises et jordaniennes et dans certaines banlieues de Damas. Sociologiquement, cette opposition armée recrute plutôt dans ces campagnes et dans les catégories de ce qu'on appelait autrefois le lumpenprolétariat, avec en plus, l'engagement de diverses couches de l'émigration politique accumulées au cours des dernières décennies. En face, le gouvernement peut s'appuyer sur le noyau dur du Baath et des partis de gauche qui lui sont historiquement liés ainsi que sur une frange non négligeable d'opposants souvent sortis de prison, qui n'ont pas accepté l'ingérence étrangère et qui ont donc plus ou moins rallié le camp des partisans

Suite page 15



Le Pacte du diable

Thierry Verhoeven

« Ils portent leur orgueil comme un carcan d'or. Ils s'enivrent à des tables sacrilèges. Ils semblent ignorer les tribulations humaines. »

Chateaubriand (Les Martyrs)

Les responsables politiques favorables au nouveau Pacte budgétaire européen sont-ils donc si orgueilleux ? Croient-ils qu'ils pourront relancer la croissance et l'emploi alors qu'ils se plient à une « règle d'or » qui enferme dans un carcan toute politique des finances publiques ? Ne voient-ils que les populations traversent déjà les épreuves de l'austérité ? Méprisent-ils donc à ce point les faits ? Méprisent-ils donc à ce point les peuples ?

Le carcan d'or

Le 2 mars 2012, 25 des 27 chefs de gouvernement des pays de l'Union européenne ont signé un traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance (TSCG). L'essentiel du TSCG tient dans un Pacte budgétaire. Ce Pacte précise qu'un Etat ne peut pas avoir un budget en « déficit structurel » supérieur à 0,5% du Produit intérieur brut (PIB). Cette volonté d'équilibrer les budgets publics n'est pas nouvelle dans l'Union européenne. Depuis 1992, le Traité de Maastricht prévoit que le déficit budgétaire ne peut dépasser 3% du PIB. Une règle réaffirmée dans le Pacte européen de stabilité et de croissance de 1999. En 2011, ce sont les six lois européennes qui encadrent la politique économique des Etats. En 2013, ce sont les deux lois européennes qui soumettent le budget d'un Etat au « oui » de la Commission européenne. C'est ce que l'on appelle élégamment le six pack et le two pack.

Et enfin, la « règle d'or ». Annoncée en 2011 par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy comme une réponse à la crise dans les pays de la zone euro, la « règle d'or » veut que le budget d'un Etat européen soit en équilibre ou en positif. Mais malgré les pressions, surtout de l'Allemagne et de la Commission européenne, beaucoup d'Etats européens ne respectent pas la règle. En période de crise économique, il est impossible d'avoir un budget en équilibre. Le Pacte budgétaire précise donc et surtout institutionnalise la « règle d'or ». Il enferme les politiques publiques des Etats européens dans un véritable carcan. Cruelle ironie, il existe, en économie, une vraie règle d'or des finances publiques. Elle a été énoncée, fin du XIXe siècle, par le Pr Leroy-Beaulieu : l'Etat a le droit d'avoir un déficit si c'est pour financer l'investissement public. Tout l'inverse de la règle d'or du Pacte budgétaire.

Le Pacte budgétaire précise avec la notion de « déficit structurel ». C'est le déficit du budget après avoir enlevé le déficit lié à l'activité économique de l'année. Autrement dit, c'est le négatif entre les recettes et les dépenses habituelles de l'Etat, de la sécurité sociale, de tous les pouvoirs publics. Les dépenses publiques exceptionnelles liées à la conjoncture économique n'entrent pas dans le déficit structurel. Il est donc inférieur au déficit global. Mais pour les économistes, il est impossible de mesurer exactement ce « déficit structurel ». Le Pacte budgétaire précise avec... une notion floue. Reste que la plupart des Etats européens ont un déficit structurel supérieur à 0,5% de leur PIB. En Belgique, on estime le déficit structurel à 2%. En France, à plus de 4%...

Le Pacte institutionnalise la « règle d'or » en donnant tout pouvoir à la Commission européenne. Puisque le déficit structurel est une notion floue, c'est la Commission qui mettra les choses au point. C'est elle qui jugera du déficit structurel des Etats. En cas de

dépassement, la sanction est automatique. Les Etats européens peuvent s'opposer aux sanctions par majorité qualifiée. Il y a peu de chances puisque les voix de la France et de l'Allemagne font déjà une majorité qualifiée... Et en cas de déficit excessif, l'Etat devra faire des réformes structurelles en « partenariat » avec la Commission. Des réformes structurelles comme retarder l'âge de la retraite, augmenter la flexibilité du travail, modifier les règles salariales. En Belgique, par exemple, l'indexation automatique des salaires et allocations sociales pourrait être directement visée.

Le Pacte budgétaire institutionnalise la « règle d'or » en autorisant un Etat à porter plainte contre un autre Etat. Un Etat européen qui estime qu'un autre Etat ne respecte pas le Pacte budgétaire peut le traîner pour sanction devant la Cour de justice européenne. Une Cour, non élue, qui pourrait infliger une amende de 0,1% du PIB !

Le Pacte budgétaire institutionnalise la « règle d'or » en exigeant sa constitutionnalisation dans les lois des Etats. Les Etats signataires doivent intégrer le Pacte budgétaire dans leur Constitution ou dans une loi équivalente. Il faut éviter, n'est-ce pas, qu'un changement de majorité politique ne modifie la règle. Le Pacte budgétaire institutionnalise en obligeant les Etats à créer des mécanismes de correction automatiques en cas de déficit excessif. Le Pacte institutionnalise aussi la règle de Maastricht sur la dette publique en précisant : quand la dette dépasse 60% du PIB, il faut réduire la différence au rythme de 1/20e par an. La dette publique belge frôle les 100% du PIB. Il faut donc diminuer la dette belge de 2% par an soit environ 8 milliards. En France, environ 26 milliards par an ! Mécanismes de correction automatiques et programme de diminution du déficit enlèvent au Parlement national toute possibilité de débat sur le budget de leur pays. Et

Suite page 16

Trois interminables secondes

José Fontaine

« Vive la République ! » : il y a de quoi ne jamais se lasser des images de la prestation du serment constitutionnel par le Prince Royal Baudouin le 11 août 1950. Soudainement l'ordonnancement de cette cérémonie de l'Ordre et d'un réel déni démocratique est rompu, pendant trois ou quatre secondes qui ne sont pas oubliées et qui nous ouvrent lumineusement à la possibilité d'un monde plus démocratique et plus juste¹

La contestation démocratique du régime belge a été alors poussée jusqu'au bout, jusqu'au cœur de ce qu'il y a de plus symbolique dans sa reproduction et transmission de roi en roi : un instant où rien ne devait se passer, quelque chose s'est passé. Ces trois secondes font partie d'une sorte de durée au sens de Bergson, d'un temps qui n'est pas celui des horloges, d'un temps qui peut s'étirer, longtemps, qui s'étire jusqu'à nous et au-delà. On songe à certains exploits de la Résistance comme la grève des 100.000 au printemps 1941 sous la direction de Julien Lahaut qui eut sa réplique en France quelques semaines plus tard et dont le journal *Le Monde* écrivit en 2001 qu'il s'agissait de l'une des plus grandes pages de la Résistance française. Nous ne le disons pas assez chez nous.

Dans le cas du cri soudain lancé des travées des Chambres réunies le 11 août lors de la prestation de Baudouin I comme Prince royal - « Vive la République ! » - il y a quelque chose de plus. Sur les actualités d'alors, ce cri ne s'effacera jamais. Comme le sang des victimes de Grâce Berleur dont Conrad Detrez écrit dans son roman *Les Plumes du coq* : « Sur la place, au cœur du faubourg, les quatre taches de sang se sont incrustées, telles des fleurs de pierre, dans les pavés. Aucune pluie, aucun sel, aucune prestation de serment n'arrivent à les effacer. »

Comme il retentit ce cri inouï ! Lancé d'une voix forte, claire, rapide avec quelque chose de définitif, même si ensuite, l'ensemble des Parlementaires acclament le Prince. Ces trois secondes rachètent aussi les interminables bavardages du mois de juillet dernier, les médias transformés en officines de propagande avec des journalistes parlant pour toute une cérémonie longuement programmée à l'avance, de choses, paraît-il, « incroyables », « inattendues », avec comme toujours des chiffres invraisemblables comme présence, supposée, de 500.000 personnes à Bruxelles !

Et pourquoi ces mines convaincues des principales personnalités politiques déclarant d'un ton sans réplique que Philippe avait prouvé qu'il avait l'étoffe d'un roi ? Il est dommage que ce soit le leader de la NVA, Jan Jabon qui, dans le JT du soir de la prestation de serment (en quoi cette prestation en est-elle une justement ?), ait dit ce que sans doute beaucoup pensaient, c'est-à-dire qu'il est difficile de juger des capacités de quelqu'un au vu de son aptitude à lire des textes écrits d'avance. Le 4 juin de cette année, diverses personnalités en voyage avec le Prince Philippe aux Etats-Unis disaient avec la même conviction que, cette fois, il avait changé. Le JT de la RTBF le soir même du 4

juin avait toute une séquence sur cette « découverte », cette « révélation ». Danielle Welter dans un billet écrit le même jour sur la toile, sur le site de la RTBF, à propos du même voyage prétend : « On ne parle que de cela ». Un mois jour pour jour après, Albert II abdique. Qu'en conclure ? Tout est si programmé là-dedans !

Peu importe que ce soit Julien Lahaut qui ait lancé « Vive la République ! » ou quelqu'un d'autre : c'était un communiste, c'était un résistant, c'était un démocrate, c'était un Wallon. Il est clair évidemment que la monarchie n'est plus ce qu'elle était en 1950. Elle ne domine plus autant, de sa morgue symbolique et héréditaire, notre démocratie. L'oligarchie politique belge, en particulier wallonne et francophone, s'est emparée du symbole et le manipule désormais à son gré, ce que montrait bien dans son *Opinie*, Bart Sturtewagen, dans *De Standaard* le 19 juillet. Mais cette oligarchie a choisi ce qui exprime peut-être le mieux sa propre transformation en pouvoir pérenne à l'image de la monarchie. Jamais comme avant dans l'histoire de Belgique, certaines femmes et certains hommes politiques ne sont demeurés aussi longtemps au pouvoir : certains y sont depuis plus de 20 ans sans interruption. On ne met pas en cause leurs compétences, on met en cause un régime qui permet cette glaciation de l'espace public en principe ouvert au débat, donc au changement. Il est frappant de voir que dans les sondages dits de popularité de *La Libre Belgique* de décembre 2001 et du journal *Le Soir* de mars 2013, on retrouve les mêmes quatre personnes dans les dix premiers, les deux fois, à 12 ans de distance. Ces sondages mesurent en réalité leur présence dans les médias. On retrouve aux mêmes places : Di Rupo, Milquet, Onkelinx, Reynders.

Suite page 12

1 Bref aperçu filmé de la cérémonie et le cri lui-même visible dans l'émission *Keerpunt* du 2 décembre 2007 avec une reconstitution plausible de l'assassinat de Lahaut sur <http://www.larevueetoudi.org/fr/story/l'assassinat-de-julien-lahaut-reconstitué-keerpunt>

La lutte contre l'analphabétisme

Marie-France Deprez

En Belgique, on estime qu'un adulte sur 10 éprouve des difficultés à lire, à écrire et à calculer. Et bien que l'école soit obligatoire jusque 18 ans (depuis 1984), on estime que 10% des jeunes sortent de l'école en situation d'illettrisme. Le phénomène est plus marqué dans les grandes villes. Il n'est pas difficile d'imaginer que dans la société d'aujourd'hui, cette situation constitue un très grand handicap.

En 1983 que s'est constituée, en Belgique, une association pour promouvoir l'alphabétisation. Elle a été mise en place par les services publics en coordination avec des associations, des universités et le mouvement ouvrier. Le but poursuivi est avant tout l'émancipation des personnes. "Lire et écrire" se compose de nombreuses entités régionales qui travaillent de façon locale et adaptée aux besoins particuliers de chaque lieu (des cours de français langue étrangère, des écoles de devoirs, des formations, des animations, bilinguisme, etc).

Le 8 septembre est la journée de l'alphabétisation.

A cette occasion, chaque année, "lire et écrire" organise des activités de sensibilisation, vers les citoyens et vers les politiques, à propos des objectifs et des difficultés de l'alphabétisation. En 2012, cela tombait quelques semaines avant les élections communales, les groupes

de Saint Gilles avaient invité des représentants des différents partis politiques, dont notre fédé de Bruxelles, à rencontrer des apprenants et à écouter leurs revendications. C'était une rencontre très instructive. Une occasion d'être confronté à un problème qui handicape la vie quotidienne de nombreuses personnes. Une occasion de voir comment l'apprentissage de l'écriture, de la lecture les menait vers la prise en charge de leur vie.

Les apprenants avaient, en effet, préparé des revendications dans différents domaines: les écoles et garderies, l'aide juridique, le logement, les cours eux-mêmes... Concernant les adultes, ces revendications portaient sur des demandes de plus cours et dans plus d'écoles; - sur la possibilité de suivre les cours le temps nécessaire (5 ou 6 ans s'il le faut); - pour les chômeurs, d'éviter de les convoquer n'importe quand et surtout pas pendant les cours etc. Ces revendications nous semblent évidemment logiques, ce qui l'est moins c'est qu'elles soient encore nécessaires alors que l'association existe depuis 30 ans! Le grand apport du travail de l'association est que ce sont les apprenants eux-mêmes qui aujourd'hui les portent.

Chaque jour, dans les bureaux, les magasins, les analphabètes se trouvent confrontés à de multiples problèmes. Prenons un exemple dans la recherche d'un logement, nous savons la difficulté de trouver un logement adapté, mais pour celui qui ne sait ni lire, ni écrire, quand un logement est enfin trouvé, il reste l'état des lieux à faire et à lire, le bail à lire avec attention avant de le faire enregistrer à la commune. Encore plus de difficultés! Apprendre à lire et à écrire permet de comprendre et donc d'agir sur son environnement. Cela augmente la confiance en soi. Cela peut donner accès à une formation. Alors qu'analphabète, il est encore plus difficile de trouver du travail et qu'on est en première ligne pour se faire virer!

N'oublions pas non plus que les enfants des personnes analphabètes sont parmi les premières victimes de l'échec scolaire et cela que leur langue maternelle soit ou non le français. Pour les enfants et les jeunes non-francophones arrivant en Belgique, il existe en régions bruxelloise et wallonne des classes spéciales dites "passerelle", dans les écoles primaires et secondaires. Ces classes permettent aux primo-arrivants de s'insérer plus facilement dans l'école. Ils peuvent rester dans ces classes d'une semaine à 6 mois avec un maximum de 1 an. Il existe aussi des organismes néerlandophones, 29 antennes réparties en Flandre et à Bruxelles.

L'analphabétisme fragilise au quotidien. L'analphabétisme comme l'ignorance est un terreau pour que recule la démocratie, c'est à dire la compréhension du fonctionnement de la société et l'intervention dans les décisions à prendre! Moins le peuple aura accès à la culture, plus il sera la proie facile de la manipulation des informations que les média dominants utilisent pour, justement, pérenniser le système. C'est pourquoi nous pouvons dire que l'alphabétisation et l'éducation sont des outils d'émancipation.

Place maintenant au complexe militaro-commercial?

Vladimir Caller

Madame Hillary Clinton l'avait annoncé, fin 2011, à l'occasion du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Hawaï : « le commerce n'est pas seulement une question d'économie...(...)...de même que les USA défendent (ses) valeurs dans la sphère économique, ils les défendent également dans la sphère politique et sociale ». Elle oublia alors de préciser que la sphère militaire faisait aussi partie de ces 'valeurs'. Ainsi, sa visite coïncidait avec des négociations parallèles pour le renforcement de la présence militaire permanente en Australie moyennant des mesures destinées faciliter l'accès des leurs bâtiments de guerre et avions de combat aux ports et installations de ce pays; mesures que les observateurs considèrent comme des premiers pas vers l'établissement des bases militaires en bonne et due forme tel que l'annoncent déjà des rapports des centres spécialisés des Etats-Unis¹.

L'on est tenté de dire que l'administration Obama prend conscience du déclin de l'hégémonie américaine dans sa globalité et, en particulier, sur le plan de l'économie dans ses formes classiques et essaie comme réponse, avec une certaine nervosité, une offensive d'accords commerciaux tous azimuts associée à une politique d'expansion de ses implantations militaires ou d'accords allant en ce sens. La toute récente signature d'une convention de coopération entre la Colombie et l'OTAN une année après la signature des accords bilatéraux de libre-échange entre Washington et Bogota n'est qu'une confirmation de cette gestion de la politique militaro-commercial du gouvernement américain. Certes, ce n'est pas encore une adhésion (bien improbable tant que l'alliance reste celle de l'atlantique nord), mais cet accord destinée (sic) « à se consulter dans des domaines d'inté-

rêt commun » permettra d'ores et déjà que l'armée colombienne puisse participer à des exercices militaires menés par l'OTAN. Comme quoi une « consultation » peut aller loin lorsque la sémantique des concepts est suffisamment souple sur le plan politique.

Dans ce même ordre des choses, la récente adhésion du Japon au projet de Partenariat Transpacifique (PTP) apporte un développement spectaculaire à cette initiative dont un des objectifs, et non de moindres, est celui d'encercler la Chine. Développement non exempt d'intentionnalités agressives : le gouvernement du négationniste Shinzo Abe ne cesse pas les provocations ni cache sa volonté de modifier la Constitution de son pays pour faire de son pays une puissance militaire de premier ordre. Avec l'adhésion du Japon le PTP devient du fait la plus vaste zone de libre-échange au monde et est destiné à donner, avec le projet de Marché transatlantique, une dimension clairement planétaire à la stratégie commerciale, et pas seulement commerciale, de Washington. En effet, des marines américains commencent à s'installer dans la base australienne de Darwin laquelle restera certes sous le contrôle du pays mais chaque fois moins puisque les bâtiments de l'US Navy auront des portes ouvertes par tout temps. A ce propos, et sur le plan politique cette fois, il est intéressant de noter que l'acceptation australienne à l'implantation militaire américaine fut le résultat d'une brusque alternance politique motivée par le fait que le gouvernement conservateur de Kevin Rudd était assez hostile à cette implantation militaire et souhaitait au contraire jouer un rôle d'apaisement dans les tensions sino-américaines présentes dans la région depuis un bon moment. Mission d'apaisement difficile à supporter pour le Prix Nobel de la paix américain, bien plus intéressé à aviver

les confrontations afin d'assurer la viabilité de son projet militaro-commercial. C'est ainsi que Rudd fut rapidement mis à l'écart et Julie Gillard, social démocrate presque aussi obéissante vis-à-vis les directives américains que François Hollande, prit à sa charge le processus d'ouverture de son pays aux GI's de l'oncle Sam et les accords purent finalement se concrétiser.

L'Union européenne, la bipolarité militaro-commerciale et l'OTAN

Sur ce plan la philosophie de l'Union européenne n'est pas en reste si l'on en juge certains des antécédents du projet de Marché transatlantique actuellement en cours de préparation. A ce sujet, les discussions préliminaires qui ont eu lieu au Parlement européen sont particulièrement édifiantes. Ainsi, lorsque ce parlement votait le 26 mars 2009 à une écrasante majorité une résolution (dossier AFET/6/66639) appelant à la construction d'un marché transatlantique, il ne se contentait pas de demander (par son article 53) « .. la suppression des obstacles qui entravent les investissements et la prestation de services financiers transatlantiques »² mais demandait la création, de manière concomitante, d'un Conseil politique transatlantique de « coordination systématique de haut niveau pour la politique étrangère et de sécurité ». Difficile d'être plus clair dans l'intentionnalité d'associer, presque d'office, les approches commerciales et militaires.

Mais la paternité de cette symbiose vient de plus loin et avec un sens quelque peu inversé. C'est ainsi que l'on découvre qu'en signant le Traité de l'Atlantique Nord en avril 1949, les puissances occidentales conduites par

Suite page 17

1 Notamment venant d'un rapport commandé par le Département américain à la Défense au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS pour son sigle en anglais), sis à Washington.

2 A noter la remarquable franchise (ou cynisme) de cette résolution lorsqu'elle justifie l'urgence de la constitution de ce marché par cette phrase : « de sorte de sorte qu'ils concurrencent mieux les marchés émergents ».

Compañero Salvador Allende, presente!

Josy Dubié

11 septembre!

Cette date, pour une majorité de gens aujourd'hui évoque, avant tout, les spectaculaires attentats qui, en 2001, aux Etats Unis, ont détruit les tours du World Trade Center. Mais il existe un autre 11 septembre qui, malheureusement, s'enfonce doucement dans l'oubli. C'est celui du sanglant coup d'Etat militaire qui mit fin, le 11 septembre 1973, au Chili, au gouvernement d'Unité populaire dirigé par le président Salvador Allende, qui y trouva la mort en héros.

J'ai personnellement vécu les derniers jours de cette expérience unique. Journaliste, correspondant de guerre, j'ai, avec mon équipe, tenté d'illustrer pour la RTBF, l'immense espoir suscité au Chili, mais aussi ailleurs dans le monde, par cette tentative de changement radical, en profondeur, d'une société, par la voie des urnes, et en respectant scrupuleusement les Droits de l'Homme. J'ai eu la chance et l'honneur de rencontrer longuement, quelques jours avant sa mort tragique, le président Allende, qui, dans une longue interview, nous a expliqué quels étaient les buts de l'expérience politique qu'il dirigeait.

A cette époque la tension était immense dans le pays où attentats, et grèves patronales, en particulier celle des « gre-



mios » les petits patrons camionneurs, tentaient de paralyser le Chili et de saboter l'expérience en cours. Il s'agissait en effet, bel et bien de sabotage organisé, et payé par les services secrets américains, comme l'a confirmé, officiellement, quelques années plus tard une commission d'enquête du sénat US. Dès avant même l'intronisation officielle comme président de Salvador Allende, arrivé démocratiquement en tête lors du scrutin présidentiel, une tentative de coup d'état, appuyée par la CIA a eu lieu. La tentative de soulèvement militaire coûta la vie au général Schneider, commandant en chef de l'armée chilienne, resté fidèle à la constitution de son pays.

La longue grève des camionneurs, dont j'ai filmé les milliers de camions sabotés par leur propriétaires autour de Valparaiso, a, effectivement, eu des conséquences dramatiques pour l'économie chilienne, entraînant de nombreuses pénuries ou restrictions, notamment alimentaires. Relayé par les « concerts de casseroles » des bourgeois des beaux quartiers de Santiago, le but était de mécontenter le peuple et le pousser à se détourner de l'Unité Populaire. Cependant, en dépit de ces difficultés fabriquées, mais réelles, un sondage a montré que les partis regroupés dans l'expérience d'Unité Populaire gagneraient les élections qui se profilaient. S'en était trop pour les possédants et leur sponsor US. A peine quelques jours après une gigantesque manifestation de soutien de plus d'un million de citoyens chiliens au régime, que j'ai filmée à Santiago, l'armée a écrasé dans le sang cette expérience unique, dont, comme me l'a expliqué Salvador Allende, les ac-

complissements dans les domaines de l'éducation, de la redistribution des terres, du logement pour les plus pauvres, de la nationalisation des principales richesses nationales, (dont le cuivre), l'augmentation du pouvoir d'achat des catégories défavorisées, la maîtrise du commerce extérieur etc ... étaient remarquables et uniques en Amérique latine.

Les premières victimes de ce sanglant coup d'état militaire furent les soldats et officiers restés fidèles à leur serment constitutionnel. Des milliers d'autres, ouvriers, syndicalistes, démocrates, battus, torturés, massacrés, allaient bientôt remplir les fosses communes de la dictature de Pinochet et de sa clique, soutenus sans vergogne par tout ce que le monde comprenait alors de réactionnaires, les EU en tête. Les « Chicago boys » ont pu alors déployer, comme dans un laboratoire, sans syndicats, sans opposition, leur modèle économique, « l'ultra libéralisme » qui, comme partout, a enrichi une petite minorité et réduit l'immense majorité du peuple à la misère.

Aujourd'hui Pinochet, le traître, le félon, qui s'est aussi révélé être un voleur et un escroc, est mort. Son cadavre a rejoint les poubelles de l'histoire, où il pue encore.

Salvador Allende est lui, aujourd'hui, plus grand mort que vivant.

Son expérience, son courage, son exemple, sa fidélité envers les plus faibles et les plus démunis, irriguent les millions de latinos qui se lèvent et combattent pour leurs droits au Venezuela, en Equateur, au Brésil, en Bolivie, partout dans ce sous-continent qui représente aujourd'hui un espoir pour le reste du monde. A quelques jours du 40ème anniversaire de sa mort il est indispensable de se rappeler et de poursuivre son combat et celui de tous les « compañeros » qui l'ont soutenu pour que demain nous vivions, enfin, dans un monde plus juste, plus solidaire et plus fraternel.

*Sénateur Honoraire

La nationalisation du cuivre d'Allende: une mesure économique transcendante

Jorge Magasich

Votée à l'unanimité en 1971 dans un Parlement où le gouvernement de l'Unité Populaire était minoritaire, la nationalisation du cuivre, objectif historique de la gauche, a eu une portée majeure. Quatre décennies plus tard, en janvier 2013, le président de l'entreprise publique productrice de cuivre a annoncé qu'entre 1971 et 2012 les apports à la nation ont dépassé les 100.000 millions de US\$ et qu'une contribution similaire est prévue pour les 25 prochaines années¹. Cet acquis est toutefois menacé par les politiques de privatisation.

Dès le début du xxe s., les multinationales Kennecott et Anaconda achètent les mines produisant 80% du cuivre chilien. Cette activité a toutefois peu de retombées pour le pays ; une bonne partie des bénéfices reste à l'étranger et les impôts payés par les compagnies sont plutôt légers. Dès 1953, le ps et le pc revendiquent la nationalisation des grandes mines : les bénéfices devraient financer le développement du pays. En 1964, le démocrate-chrétien Eduardo Frei, très anti-communiste, est élu président, avec les votes de la droite et l'aide de la cia ainsi que d'autres associations (dont « la maison royale de Belgique et des Pays Bas ») qui financèrent l'essentiel de sa campagne élec-

torale¹.

Frei rejette la nationalisation ; selon lui, le pays ne dispose ni des technologies ni des capitaux nécessaires. Il prône, par contre, une « chilénisation » suggérée par l'Anaconda : l'État achète une part des actions et accorde de nouvelles exonérations d'impôts. En échange, les compagnies s'engagent à doubler la production. En 1967, l'État achète 51% de El Teniente, deuxième du pays. Pour ces 51%, le Chili s'engage à payer 80 millions US\$, alors que sa valeur comptable n'était que de 67 millions US\$. Quant aux 51% des actions de Chuquibambilla, la plus grande du pays, l'État s'engage à payer 175 millions US\$, pour une valeur comptable de 181 millions. Les contrats-lois sont signés pour 20 ans.

Mais le principal inconvénient réside dans le fait que ces contrats se basent sur un prix du cuivre estimé à 0,29 US\$ la livre, alors qu'il avait plus que doublé entre 1966 et 1970. Les profits des compagnies deviennent donc exorbitants. Ainsi, de 1960 à 1964, lorsque qu'elles étaient propriétaires de toutes les actions, leurs bénéfices atteignaient 213 millions US\$; tandis que de 1965 à 1970, avec seulement 49% des actions, leurs bénéfices s'élevaient à 552 millions US\$.

Quand Salvador Allende arrive à la présidence en 1970, la nationalisation devient cruciale. Mais pour qu'elle soit possible une réforme constitutionnelle, qui admet la révision des droits acquis pour motifs d'intérêt général, est indispensable. Elle requiert deux tiers du parlement mais, en cas de rejet, le gouvernement peut convoquer un plébiscite

Le projet insère dans la Constitution le « contrôle absolu » des richesses du sous-sol par l'État, établit la nationalisation des mines et garantit le droit à une indemnisation, avec toutefois déduction des « bénéfices excessifs »². Au fond, le projet reconnaît la prééminence de l'intérêt général sur l'intérêt privé. Au parlement, l'opposition affirme que la dissolution des contrats-lois constitue un « abus », assimil-

lant la nationalisation à une expropriation. Lors d'une expropriation –réponds le gouvernement– la personne privée d'un bien est compensée par un montant équivalent à la valeur du bien. Tandis qu'une nationalisation concerne des ensembles de biens destinés à produire, ou à distribuer, avec des bénéfices sociaux. Dans ce cas, l'intérêt de la collectivité prévaut et l'indemnisation ne doit pas être, nécessairement, équivalente à la valeur des biens nationalisés.

Dans le but de préserver l'essentiel de son projet Allende finit pour accepter une amende de l'opposition qui implique la nationalisation non seulement des actifs des compagnies mais également leurs passifs (dettes). Ainsi, l'essentiel est maintenu et le projet obtient une nette majorité même si son coût s'accroît. N'osant pas soutenir seule les compagnies, la droite met ses allégations en sourdine et vote la nationalisation. Elle recueillera ainsi l'unanimité.

L'indemnisation correspond à la valeur comptable des mines moins les « bénéfices excessifs ». Chargé de fixer le pourcentage, Allende décide que sont excessifs les bénéfices dépassant 12% annuels entre 1955 et 1970. Durant cette période, le bénéfice annuel moyen de l'Anaconda était de 21,5% et celui de la Kennecott de 52%, alors qu'ailleurs il n'était que de 3,6% et 10% respectivement. Déductions faites, le montant de l'indemnisation s'avère négatif pour trois mines et positif pour deux. Ces dernières recevront 10 et 18,2 millions US\$.

Depuis lors, les mines de cuivre –et leurs bénéfices– sont publics, avec toutefois deux bémols. D'une part, le montant de l'indemnisation payé par la dictature demeure un mystère. D'autre part, à partir de 1990, sous les gouvernements d'Aylwin (dc), de Frei (fls) (dc) et de Lagos (ps), pratiquement toutes les nouvelles mines ont été cédées à des multinationales alors que l'État chilien dispose d'un savoir-faire reconnu. En 1990, à la fin de la dictature, 85% du cuivre était produit par l'État, pourcentage retombé à 28% aujourd'hui.

Suite de la page 7

Nous lisons dans Knack du 5 juillet ce que dit André Flahaut, lorsqu'on lui pose la question de savoir s'il ne redoute pas des incidents lors du serment de Philippe devant les Chambres réunies : l'hebdomadaire a enregistré sa réponse : « Où est Monsieur Van Rossem ? Et où est Monsieur Lahaut ? », le journal ajoute « Il fronça éloquentement les sourcils sur un ton complice et dit "Hé" (manière de poser la question par rhétorique : « vous savez où sont ces petits trublions ? »).

Jean Louvet fait dire à un personnage de L'Homme qui avait le soleil dans sa

poche²: « Notre peuple n'a-t-il donc pas d'histoire ? » Un socialiste n'avait pas à parler de Lahaut de cette manière. Et que penser d'un Président de la Chambre des Représentants surpris à mépriser et à cracher sur la tombe d'un collègue assassiné autrefois pour avoir dit ce qu'il pensait et avoir dit (lui-même et/ou tout le groupe communiste qui s'est solidarisé avec le cri lancé), ce qu'une masse non négligeable des insurgés de juillet 1950 pensaient de la monarchie. La visite à Liège la veille, était d'un pénible semblable. Je peux comprendre qu'Albert II âgé et au bout de son mandat ait droit à des égards. Mais le bourgmestre de Liège n'a rendu hommage qu'au roi et à Liège, alors que sa ville (comme Gand où il n'y avait personne), avait été choisie par le chef

de l'Etat comme une ville de Wallonie et de la Communauté Wallonie-Bruxelles, ce qui aurait pu être rappelé et eût été une manière indirecte de redire tout ce que cette métropole industrielle et ouvrière a dû faire, avec le reste de la Wallonie et tous les démocrates du pays, pour que le père d'Albert II soit chassé de son trône, Jusqu'à ce que soit versé le sang d'anciens résistants ayant échappé aux balles nazies mais que la gendarmerie belge, elle, ne rata pas³.

Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire?

Les ARCHIVES COMMUNISTES (CARCoB asbl) sont là pour vous répondre

Depuis 1996, le CARCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2kms de collections

Contactez-nous :
CARCoB, 33, r. de la caserne,
B-1000 Bruxelles
Tél : 02 513 61 99
carcob@skynet.be
<http://www.carcob.eu>

heures d'ouverture (sur rendez-vous):
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

Suite de la page 3

grand capital, en particulier financier, d'exploiter sans vergogne les masses laborieuses. Il ne s'agit donc pas de la mise en place, comme certains l'ont peut-être cru, d'un système au service des populations. Ce n'est pas l'Europe des peuples qui se construit, c'est l'Europe au service du capitalisme le plus dur et, en plus, cette construction se déroule de manière totalement antidémocratique. Il est donc compréhensible que certains se posent la question de savoir si ce ne serait pas mieux de se retirer de cette UE ou, tout au moins, de se retirer de la zone euro. Nous pensons que le sujet est bien complexe : les

populations ne peuvent pas continuer à se laisser embobiner de la sorte, mais il faudra bien étudier le problème, parce que sortir d'un système déjà bien implanté ou d'une monnaie bien entrée dans les mœurs économiques peut avoir des conséquences nuisibles pour les populations et favoriser des dérives nationalistes et xénophobes, surtout si ces décisions ne sont pas accompagnées d'un véritable soutien populaire. Par contre, il est temps d'admettre la possibilité de discuter sérieusement le problème de manière à prendre, par après, des décisions responsables.

Propos recueillis par Vladimir Callier

² Surnom donné à Lahaut au camp de Mauthausen

³ Trois des quatre victimes de Grâce-Berleur étaient d'anciens résistants. * Directeur de la revue Toudi

Esquisse d'une réponse au lumpen développement

Samir Amin

Mis en œuvre à l'échelle mondiale les principes du capitalisme-libéralisme ne produisent pas autre chose, dans les périphéries du « sud » qu'un capitalisme de connivences (crony capitalism) articulé sur un Etat compradore. Ce n'est pas le développement, mais un lumpen-développement. L'exemple de l'Egypte en fournit un bel exemple.

Capitalisme de connivences, Etat compradore et lumpen développement : le cas de l'Egypte (1970-2012)

Le projet nassérien de construction d'un Etat national développementaliste avait produit un modèle de capitalisme d'Etat que Sadate s'est engagé à démanteler. Les actifs possédés par l'Etat ont donc été « vendus ». A qui ? A des hommes d'affaires proches du pouvoir : officiers supérieurs, hauts fonctionnaires, commerçants riches (de surcroît soutiens politiques et financiers des Frères Musulmans). Mais également à des « Arabes » du Golfe et à des sociétés étrangères américaines et européennes. A quel prix ? A des prix dérisoires, sans commune mesure avec la valeur réelle des actifs en question. C'est ainsi que s'est construite la nouvelle classe « possédante » égyptienne et étrangère qui mérite pleinement la qualification de capitaliste de connivence (rasmalia al mahassib, terme égyptien pour la désigner). La propriété octroyée à

« l'armée » a transformé le caractère des responsabilités qu'elle exerçait déjà en tant qu'institution de l'Etat. Ces pouvoirs de gestion sont devenus ceux de propriétaires privés. De surcroît dans la course aux privatisations les officiers les plus puissants ont également « acquis » la propriété de nombreux autres actifs d'Etat : chaînes commerciales, terrains et ensembles immobiliers en particulier. Les « entrées de capitaux étrangers » au demeurant modestes, s'inscrivent dans ce cadre. L'opération s'est donc soldée par la mise en place de groupes monopolistiques privés qui dominent l'économie égyptienne.

Cette domination a été renforcée par l'accès presque exclusif de ces nouveaux milliardaires au crédit bancaire, au détriment des petits et moyens producteurs. Ces positions monopolistiques ont été également favorisées par des subventions colossales de l'Etat pour la consommation de pétrole, de gaz naturel et d'électricité par les usines rachetées à l'Etat (cimenterie, métallurgie du fer et de l'aluminium, textiles et autres). Or la « liberté des marchés » a permis à ces entreprises de relever leurs prix pour les ajuster à ceux d'importations concurrentes éventuelles. La logique de la subvention publique qui compensait des prix inférieurs pratiqués par le secteur d'Etat est rompue au bénéfice de super profits de monopoles privés. Les salaires de la grande majorité des travailleurs se sont lourdement détériorés par l'effet des lois du marché du travail libre et de la répression syndicale. Superprofits de monopoles privés et paupérisation vont de pair et se traduisent par l'aggravation continue de l'inégalité dans la répartition du revenu renforcée par un système fiscal qui a refusé le principe même de l'impôt progressif. Cette fiscalité légère pour les riches et les sociétés, vantée

par la Banque mondiale pour ses prétendues vertus de soutien à l'investissement, s'est soldée tout simplement par la croissance des superprofits.

Ces politiques ont également rendu impossible la réduction du déficit public et de celui de la balance commerciale. Elles ont entraîné la détérioration continue de la valeur de la livre égyptienne, et imposé un endettement interne et externe grandissant. Celui-ci a donné l'occasion au FMI d'imposer avec force les principes du libéralisme.

Un programme de réponses immédiates

1. Les opérations de cession des actifs publics doivent être l'objet de remises en question systématiques. Des études rigoureuses, actuellement disponibles, ont établi la valeur réelle de ces actifs. Etant donné que les « acheteurs » n'ont pas payé ces prix, leur propriété doit être transférée par la loi à des sociétés anonymes dont l'Etat sera actionnaire à hauteur de la différence entre la valeur réelle et celle payée par les acheteurs. Le principe est applicable pour tous.

2. La loi doit fixer le salaire minimum à un montant plus ou moins équivalent en pouvoir d'achat à 400 euros, (inférieur, en fait, à celui de nombreux pays dont le PIB per capita est comparable à celui de l'Egypte) lequel devra être associé à une échelle mobile avec participation des syndicats dans sa mise en œuvre. Il s'appliquera à toutes les activités des secteurs public et privé.

Etant donné que les secteurs privés ont déjà choisi de situer leurs prix au plus proche de ceux des importations concurrentes, la mesure n'aura pour effet que de réduire les marges de rentes des monopoles. Ce réajustement

* * Economiste et politologue égyptien, auteur des douzaines de livres, Samir Amin est président du Forum du Tiers Monde www.forumtiersmonde.net

ne menace pas l'équilibre des comptes publics, compte tenu des économies et de la nouvelle législation fiscale proposées plus loin. La loi fixera également un salaire maximal : 15 fois le salaire minimum.

3. Les droits des travailleurs - emploi, conditions de travail, assurances maladies/chômage/retraites - doivent faire l'objet d'une consultation tripartite (syndicats, employeurs, Etat). Les syndicats indépendants constitués ces dernières années doivent être reconnus, comme le droit de grève (toujours « illégal » dans la législation en cours). Une « indemnité de survie » doit être établie pour les chômeurs.

4. Les subventions octroyées par le budget aux monopoles privés doivent être supprimées. Ici encore les études précitées démontrent que l'abolition de ces avantages ne remet pas en cause la rentabilité des activités concernées, mais réduit seulement leurs rentes de monopoles.

5. Une nouvelle législation fondée sur l'impôt progressif des individus et le relèvement à 25 % du taux de taxation des bénéficiaires des entreprises occupant plus de 20 travailleurs doit être mise en place. Les exonérations d'impôts octroyées avec une largesse extrême aux monopoles arabes et étrangers doivent être supprimées. La taxation des petites et moyennes entreprises, souvent plus lourde (!) doit être révisée la baisse. Le taux proposé pour les tranches supérieures des revenus des personnes - 35 % - demeure d'ailleurs léger dans les comparaisons internationales.

6. L'ensemble des mesures proposées dans les points 4 et 5 permet non seulement de supprimer le déficit actuel (2009-2010) mais encore de dégager un excédent. Celui-ci sera affecté à l'augmentation des dépenses publiques pour l'éducation, la santé, le logement. La reconstitution d'un secteur social public dans ces domaines n'impose pas de mesures discriminatoires contre les activités privées de même nature.

7. Le crédit doit être replacé sous le contrôle de la Banque centrale.

Les facilités octroyées aux monopoles doivent être supprimées au bénéfice des PME actives ou qui pourraient être créées dans cette perspective. Des candidats, en particulier parmi les diplômés chômeurs, disposés à prendre des initiatives allant en ce sens existent.

8. Concernant la question agraire, l'objectif est de rendre difficile l'éviction des fermiers incapables de payer les loyers exigés et l'expropriation des petits propriétaires endettés. On préconise le retour à une législation fixant les loyers maximaux de fermage (ils avaient été libérés par les lois successives). Des projets concrets existent destinés à assurer l'essor de la petite paysannerie : amélioration des méthodes d'irrigation (goutte à goutte, etc.), choix de cultures riches et intensives (légumes et fruits), libération en amont par le contrôle par l'Etat des fournisseurs d'intrants et de crédits, libération en aval par la création de coopératives de commercialisation associées à des coopératives de consommateurs. Mais il reste à améliorer la communication entre les organisations d'agronomes et les petits paysans concernés. La légalisation des organisations de paysans et leur fédération devrait faciliter l'évolution dans ce sens.

La viabilité d'une alternative

Ce programme d'actions immédiates amorcerait la reprise d'une croissance économique saine et viable. L'argument avancé par ses détracteurs libéraux - à savoir, qu'il ruinerait tout espoir d'entrées de capitaux d'origine extérieure - ne tient pas la route. L'expérience de l'Egypte et des autres pays, notamment africains, qui ont accepté de se soumettre intégralement aux prescriptions du libéralisme et ont renoncé à élaborer un projet de développement autonome, montre qu'ils « n'attirent » pas les capitaux extérieurs en dépit de leur ouverture incontrôlée (précisément à cause de celle-ci). Les capitaux extérieurs se contentent alors d'y conduire des opérations de razzia sur les ressources des pays concernés, soutenues par l'Etat comprador. En contrepoint, les pays émergents qui mettent en œuvre

des projets nationaux de développement offrent des possibilités réelles aux investissements étrangers qui acceptent alors de s'inscrire dans ces projets nationaux.

Le gouvernement, composé exclusivement de Frères Musulmans choisi par Mohammed Morsi, avait d'emblée proclamé son adhésion inconditionnelle à tous les principes du libéralisme, pris des mesures pour en accélérer la mise en œuvre, et déployé à cette fin tous les moyens de répression hérités du régime déchu. La conscience populaire qu'il n'y a pas de changement en vue grandit comme en témoigne le grand succès de la campagne réclamant le départ de Morsi et qui a vu descendre dans les rues d'Egypte plus de 30 millions de citoyens réclamant le départ des frères musulmans. C'est ainsi que les gens disent : la révolution n'a pas changé le régime, mais le peuple lui a changé. Les fraudes massives pratiquées par les Frères au cours du referendum sur le projet de « constitution » ont d'ores et déjà délégitimé cette opération aux yeux du peuple.

Le programme des revendications immédiates dont j'ai retracé ici les lignes dominantes ne concerne que le volet économique et social du défi. Bien entendu, le mouvement discute tout également de son versant politique : le projet de constitution, les droits démocratiques et sociaux, l'affirmation nécessaire de « l'Etat des citoyens » (dawla al muwatana) faisant contraste avec le projet de théocratie d'Etat (dawla al gamaa al islamiya) des Frères Musulmans. Nous reviendrons sur ces questions une prochaine fois.

Suite de la page 4

de l'armée syrienne, sans pour autant accepter toujours de cautionner les méthodes utilisées par les dirigeants du pays avec à leur tête Bachar El Assad. Sociologiquement, le camp des « partisans de l'Etat et de la non ingérence » est mieux implanté dans les grandes villes, au sein des minorités religieuses ou ethniques, au sein de la nouvelle bourgeoisie sunnite qui a émergé avec les réformes économiques des années 2000 et au sein de ce qui reste de la classe ouvrière, beaucoup d'usines ayant été détruites ou démantelées par les rebelles au cours du conflit. Contrairement aux discours simplistes sur le caractère « alaouite » du régime, les musulmans sunnites sont divisés en deux, ce qui explique pourquoi plusieurs dignitaires et savants religieux sunnites ont été assassinés par des partisans de l'opposition armée. Pour les sunnites favorables à l'Etat, voire au régime, comme pour les partisans d'une laïcité plus nettement affirmée, l'islamisme qui attaque le régime, est avant tout un islam d'importation wahabite opposé à l'islam syrien traditionnellement ouvert et tolérant. Malgré des divergences, le régime semble avoir gardé une certaine unité, alors que les forces d'opposition sont divisées en multiples armées concurrentes, le facteur kurde étant venu récemment se rajouter au tableau.

Clivages internationaux

Même si l'on polémique toujours pour savoir si les premières manifestations furent pacifiques ou d'emblée marquées par la participation d'individus armés, il paraît évident que le conflit a pris très tôt une forme contrastant radicalement avec les regroupements de manifestants sur les places comme en Tunisie ou en Egypte. A ce stade, il faut poser la question de qui a quel intérêt. La Syrie permet à certains de conserver des positions tandis qu'elle permet à d'autres d'essayer de les en déloger. Elle est en effet liée stratégiquement à la Russie depuis longtemps comme elle est proche de l'Iran depuis le début des tensions entre Hafez el Assad et Saddam Hussein. Ces deux Etats ont donc intérêt à défendre leur allié, d'autant plus que, dans le cas de la Russie,

comme de façon moins visible de la Chine, la façon dont l'OTAN est intervenue dans la guerre en Libye a démontré le caractère expansionniste des puissances capitalistes en crise économique. Comme ce fut souvent le cas dans l'histoire du capitalisme, la guerre est le moyen le plus efficace de résoudre les contradictions internes du système. D'où sans doute les guerres sans fin auxquelles nous assistons depuis la fin du monde bipolaire, alors même que l'Occident n'a en principe plus d'ennemi idéologique. Face à cet Occident-là, les puissances émergentes semblent avoir trouvé des moyens de développement plus pacifiques, liés souvent à un interventionnisme économique d'Etat plus marqué que dans le cadre du libéralisme échevelé qui a dominé l'Ouest au cours des dernières « trente piteuses ». Ces Etats ont donc montré que c'est en Syrie que devrait s'arrêter l'offensive qui vise à faire de l'OTAN le propriétaire de l'axe stratégique qui s'étend des rives atlantiques du Sahara jusqu'au Xinjiang chinois. Axe qui, s'il était contrôlé par les puissances capitalistes occidentales, permettrait de couper en deux l'Eurasie, de contrôler les flux énergétiques planétaires et donc de contrôler le développement de l'Asie orientale, tout en cassant les rares Etats encore plus ou moins indépendants situés sur cet axe (Algérie, Syrie, Iran). Les peuples musulmans étant dans leur majorité opposés à l'impérialisme des vieilles puissances coloniales et de leur protecteur d'outre-Atlantique, ils ont toléré, puis choyé, le développement d'un islamisme « new look » puritain wahabite, assez semblable à son équivalent néo-évangélique chez les Anglo-saxons et qui a trouvé son havre à l'ombre des puits de pétrole de la péninsule arabe.

Une masse « lumpénisée » dans un monde sous tension

Partout dans le monde arabe et ailleurs, en particulier dans les pays surpeuplés comme l'Egypte ou en Arabie saoudite, il existe une masse de jeunes mal formés, désœuvrés, frustrés, accros à l'imaginaire des séries télévisées qui rêvent tous de l'idéologie du petit (voire du gros) propriétaire alors qu'ils passent leur journée dans la pré-

carité ou à « tenir le mur ». Cette masse potentiellement dérangeante a commencé à être utilisée dans le premier conflit d'Afghanistan puis elle a essaimé dans tous les autres conflits après avoir été dressée à l'idéologie des riches pétro monarches. Aujourd'hui, elle a rejoint la Syrie, après l'Afghanistan, la Yougoslavie, l'Irak. Nouvelle forme de mercenariat ou d'aventurisme guerrier.

Au cours de l'année écoulée, l'armée syrienne a remporté victoire sur victoire, ce qui explique sans doute la fébrilité des dernières opérations et des répressions lancées par les rebelles. On peut aussi croire que la récente attaque au gaz constitue encore une tentative de manipulation médiatique chargée de remettre les opposants syriens sur le devant de la scène .ou pour déstabiliser ce pays rétif à l'ordre mondial, ou pour créer un rapport de force plus favorable aux positions des puissances de l'OTAN en cas de négociation avec Moscou. Mais le risque est grand de voir le conflit en Syrie déborder vers les pays voisins eux aussi en crise tandis que la masse de jeunes combattants sans perspectives ira hanter les champs de bataille d'ici ou d'ailleurs dans des guerres sans fin entretenues par un système capitaliste à bout de souffle et des monarchies absolues d'un autre âge.

Naïf, Laurent ?

Le cadet de la famille royale se veut parfait écologiste, il veut reverdir le désert. Pour ce faire, il est allé en Israël à l'invitation de la société KKL, (Keren Kayemet Le Israël), une ONG qui s'occupe de projets environnementaux. Laurent est-il naïf au point d'ignorer que cette association a été créée « pour acheter des terres palestiniennes grâce à des fonds récoltés auprès des communautés juives du monde entier. Ses statuts prévoient qu'une fois acquises les terres deviennent 'propriété perpétuelle du peuple juif'. Elles ne peuvent être vendues, et ne peuvent être louées qu'à des juifs. Enfin, elles doivent être vidées de leurs habitants non-juifs afin d'être disponibles à la colonisation », tel que le souligne un communiqué de l'ABP.

Aujourd'hui, cette société souhaite planter des arbres pour faire disparaître définitivement le village bédouin d'Al Araqib situé dans Néguev et le remplacer par un parc.

Notre bon prince écologiste ignore-t-il qu'il a ainsi cautionné par sa seule présence, le projet de colonisation de l'Etat d'Israël ? D'après Monsieur le Ministre Reynders, il n'aurait pas fait de politique mais ... de qui votre excellence se moque-t-elle ?

Suite de la page 6

nos parlementaires, qu'en pensent-ils ?

L'orgueil

Au niveau européen ? Rien ou presque ! Pas de réelle opposition. Et ce n'est pas la première fois. En 2011, par exemple, les groupes écologiste et socialiste du parlement européen ont voté avec la droite des lois européennes qui encadrent strictement la politique économique et budgétaire des Etats de l'Union (six pack). Pareil en 2013 avec les lois qui obligent les Etats membres à présenter leur budget à la Commission européenne pour accord avant de le présenter au parlement national (two pack). Du côté de la gauche, seul le groupe Gauche unitaire européenne a voté contre ! Au niveau national alors ? Las ! Après leur gouvernement, les parlementaires de la plupart des pays de l'Union européenne, ont voté « oui » au TSCG et au Pacte budgétaire. Ils se sont mis, eux-mêmes, cette « règle d'or » autour du cou. Ils ont accepté que le parlement, lieu où l'on parle et où l'on débat, reste désormais muet sur la politique budgétaire de l'Etat.

Certains parlementaires sans doute par simple mépris de la démocratie et de leur rôle de représentants du peuple. D'autres élus, comme les socialistes et écologistes, voient là un moindre mal. Il y a le TSCG bien sûr mais il y a aussi le MES et le Pacte de croissance. Le MES ?

Le mécanisme européen de stabilité qui prévoit le soutien financier de l'Union européenne à un pays en difficultés et qui menace la stabilité de la zone euro. Mais un soutien dans des formes et des conditions très néolibérales. Le Pace de croissance ? Un petit texte, voulu par François Hollande, pour une relance européenne aux moyens ridicules. Tout cela présenté comme des compensations à la « règle d'or ». Comment se fait-il que cela joue encore comme illusion ?

Enivrés

En Belgique, la FGTB, la CSC et de nombreuses associations appellent les élus à ne pas voter le TSCG. Malgré cela, le parlement flamand, la Chambre et le Sénat l'ont voté sans coup férir ou presque. Il y a bien eu une proposition de consultation populaire déposée par les écologistes qui a été balayée. Il y a bien eu certains élus s'indignant que le parlement soit ainsi mis hors jeu dans le débat. Mais voilà : au parlement fédéral, seuls les écologistes ont voté contre. Ils sont dans l'opposition... En Région Wallonne, à la Région de Bruxelles-capitale et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, ils voteront le TSCG et le Pacte budgétaire. Ils sont dans la majorité... Mais les choses peuvent bouger. Il suffit qu'un seul parlement ne vote pas pour que le TSCG ne passe pas en Belgique.

Nos élus, en tout cas ceux qui ont

quelque chose à voir avec le mouvement ouvrier, doivent se dessiller. Nos élus ne voient-ils pas que le pouvoir financier et ses relais néolibéraux nous font prendre l'effet pour la cause. La crise des dettes publiques est une des conséquences de la crise des marchés financiers. Pour sortir de la crise, il faut de nouveaux investissements publics. Il ne faut pas se plier à la « règle d'or » et se soumettre encore et toujours aux marchés financiers. Nos élus, en tout cas ceux qui ont quelque chose à voir avec le mouvement ouvrier, doivent arrêter de s'enivrer à la table sacrilège de l'Europe néolibérale. Le pouvoir du peuple et de ses représentants, n'est-ce pas sacré en démocratie ? Nos élus vont-ils s'enserrer dans un carcan d'or et enfermer le peuple dans les fers de l'austérité à perpétuité ? Vont-ils signer le Pacte du diable ?

Un bébé royal

Une presse manipulée, des journalistes du sensationnel

Chaque jour, des milliers d'enfants meurent de faim, de malnutrition, de maladie dans le monde. Ils ne feront jamais la une de la presse que vous représentez, vous qui vous êtes pressés par centaines durant de longues semaines en Angleterre pour attendre la naissance d'un môme qui dès sa naissance avait le pet dans le beurre.

Il naîtra dans le faste d'un monde suranné tandis que dans son pays, beaucoup de mamans sont obligées d'accoucher dans des conditions dignes d'un pays moyenâgeux.

Suite de la page 9

les Etats-Unis décidaient non seulement de s'engager dans la constitution d'une alliance militaire avec le but de se prêter assistance mutuelle dans le cas d'une agression contre l'un de ses membres (cf. articles 3 et 5 du traité), mais qu'elles, les parties signataires (article 2), «s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes. ». Autrement dit l'OTAN, l'organisation dérivée du traité, se proposait déjà dans son deuxième article constitutif la mission d'éliminer « toute opposition » aux appétits économiques de ses membres et, nous présumons, en particulier à ceux de son principal mentor américain. C'est que, 64 années après la signature du Traité de l'Atlantique Nord, le Partenariat Transpacifique est en train de mettre en œuvre et c'est ce que bientôt le Marché transatlantique fera si les peuples concernés n'arrivent pas à l'empêcher. Ainsi, « pour éliminer toute opposition », le dit Partenariat offre aux entreprises transnationales un pouvoir de décision largement supérieur à celui des Etats lors des situations de conflit ou controverses puisque, abolissant toute hiérarchie en termes de statut juridique, ce seront des tribunaux d'arbitrages privés qui diront la justice lorsque les investisseurs étrangers jugeront nécessaire de

Oubli quand tu nous tiens.

Oubliée la grève de 60-61. Oubliée dans la mémoire collective de ces Wallons dont les pères se sont battus contre la loi unique mais aussi pour la fédéralisation du pays. Un peu plus de 50 ans plus tard, certains Flamands enclins plutôt à la collaboration pendant l'occupation sont curieusement devenus très républicains tandis que les Wallons fiers et courageux dans leurs combats passés sont objectivement devenus des soutiens importants au statu quo institutionnel. Pour sa part le Parti communiste a connu de profondes modifications sur base des évolutions politiques du pays puisque ses ailes linguistiques sont devenues indépendantes, évolution qui n'empêche pas les bonnes relations entre les travailleurs de part et d'autre de la frontière linguistique. On a pu voir lors de la dernière fête nationale que les motivations de tous ceux qui veulent la république ne sont pas exemptes de contradictions. Allez, Bart, voici ta vraie chance: « Emboîte-leur le pas et tu seras le premier président d'une Belgique apparue en 1830 lorsqu'elle vivait sous la coupe de Guillaume de Nassau, roi de Hollande. Perspective pas très réjouissante pour les républicains de gauche, en Wallonie comme en Flandres...»

contester une quelconque réglementation du pays hôte. Ce sera donc le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) organe créé et faisant partie du système de la Banque Mondiale qui aura le dernier mot lors des contentieux et non pas les tribunaux du pays dans lequel l'investissement a lieu.

Cette normative du Partenariat Transpacifique attribuant à des tribunaux d'arbitrage privés sera aussi, de toute évidence, la règle pour la définition du Marché Transatlantique à venir puisque dans le mandat pour poursuivre les négociations que les Chefs d'Etat de l'Union Européenne ont donnée à la Commission européenne ce mois de juin il est expressément demandé que « l'accord devrait viser à fournir un mécanisme de règlement des conflits entre investisseur et Etat effectif et de pointe ». De cette manière la structure juridique des marchés sera opportunément investie d'une autorité légale chaque fois qu'un Etat osera contester la primatie du droit des investisseurs sur les lois nationales ou l'intérêt général des populations et estimerait qu'il est en droit, par exemple, de résister à la privatisation de ses services publics, de faire respecter des régulations dans les pratiques financières ou de se protéger ses acquis en matière de propriété intellectuelle ou biodiversité contre des procédures abusives pour l'obtention de brevets de la part des sociétés

transnationales.

Il est finalement permis de se demander si nous ne sommes pas en réalité dans les prolégomènes d'une grande opération d'enterrement de deux institutions internationales qui vivent des moments de quasi naufrage après avoir joué des rôles prépondérants dans la vie politique et économique internationale. Nous songeons à l'Organisation Mondiale du Commerce et l'Union européenne dont la survivance s'avouera superflue si le projet militaro-commercial de Monsieur Obama devait se concrétiser.

En finir avec l'europe

Francois d'Agostino

Les éditions «La Fabrique» ont l'habitude de publier des ouvrages stimulants pour celles et ceux qui s'intéressent aux luttes passées et actuelles des forces progressistes. Mission accomplie une fois de plus avec « En finir avec l'Europe »¹, ouvrage collectif abordant plusieurs aspects de la crise généralisée que connaissent l'Union européenne et la zone Euro.

L'introduction est l'occasion pour Cédric Durand de revenir sur la genèse du « projet européen », ses liens avec le capitalisme américain, son rôle de « rénovation » de la domination de la bourgeoisie en Europe après la seconde guerre mondiale, ainsi que sur le processus d'élaboration de l'euro. Chapitre passionnant et utile, rappelant

au passage les analyses de Nicos Poulantzas sur le sujet. Les autres chapitres évoquent les stratégies à adopter, la question de l'euro, la montée de l'extrême-droite, notamment en Grèce et la logique autoritaire et bureaucratique de l'Union. A ce sujet, l'un des contributeurs, Razmig Keucheyan, qui a récemment présenté aux mêmes éditions « Guerre de mouvement et guerre de position »², recueil de textes d'Antonio Gramsci, nous fournit une grille d'analyse directement inspirée par le grand dirigeant communiste italien.

Les conclusions du livre sont précieuses : remise en cause de l'euro et du processus même de construction européenne, esquisses de stratégies pour articuler les luttes au niveau

européen,... Toutefois, il faut souligner que les différentes contributions, toutes intéressantes au demeurant, n'ont pas la même profondeur. Cela ne devrait pas rebuter le lecteur, qui trouvera là une synthèse précieuse. Lecture vivement conseillée, donc...

Avec Clouscard

Francois d'Agostino

Autre lecture vivement conseillée, « Avec Clouscard »¹ nous offre une vision différente du philosophe et sociologue marxiste de Gaillac, dont l'œuvre complète est en cours de réédition chez Delga (nous aurons l'occasion d'en reparler dans ces colonnes). Récit de son amitié avec l'auteur, mais également plongée dans l'univers conceptuel de ce dernier, trop longtemps délaissé dans le milieu intellectuel français, y compris au sein du PCF. Le livre nous offre également un portrait amusant et fraternel de Clouscard, des sorties mordantes contre le paysage littéraire et mondain post-68 (BHL en prend pour son grade, ainsi que...Guy Béart, pour n'en citer

que quelques uns), mais sans complaisance pour le principal protagoniste.

Après des années de confidentialité, au mieux, ou au pire de récupérations malvenues et outrageusement simplificatrices par des épigones pour le moins embarrassants (le fasciste Soral qui contrefait la pensée de Clouscard et qui sera d'ailleurs désavoué dans les colonnes de l'Huma'), on peut voir poindre un regain d'intérêt pour les travaux du Tarnais, grâce au travail remarquable des éditions Delga, mais grâce, surtout, aux qualités de l'œuvre en question, véritable outil d'analyse pour le mouvement communiste.

1 DURAND C. (sous la dir. De), En finir avec l'Europe, Paris, 2013, éditions La Fabrique, 15 euros.

2 GRAMSCI (A.), Guerre de mouvement et guerre de position », textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, Paris, 2011, La Fabrique, 17 euros.

3 DE NEGRONI (FR.), Avec Clouscard, Calvi-Paris, 2013, Coédité par les éditions Materia Scritta et Delga, 2013, 18 euros..

Le film « NO »

LA VICTOIRE EN CHANTANT NOUS OUVRE LA BARRIERE

...

Robert Waeles

Pablo Larrain commence son film au Chili en 1988. Pinochet y règne sans partage depuis 15 longues années. Malheureusement pour lui, un champion du monde libre qui n'a jamais été élu, c'est gênant à la longue. Ses amis étrangers lui demandent donc d'organiser un referendum populaire pour décider s'il peut encore conserver le pouvoir les 8 années suivantes ou si, au contraire, une élection présidentielle doit être démocratiquement organisée l'année suivante. La campagne devrait durer 27 nuits pendant lesquelles chaque partie (en l'occurrence le pouvoir et l'opposition démocratique unifiée) disposera de 15 minutes par jour pour présenter son point de vue.

Cela peut être un piège pour la gauche : elle ne pourra pas critiquer politiquement Pinochet et, si elle perd, le referendum étant contrôlé par des témoins étrangers, elle risque de perdre sa crédibilité. D'autre part, occuper efficacement un petit temps d'antenne, c'est un travail de pro. Beaucoup de jeunes chiliens ont encore en mémoire le coup d'état. Le comité du « NON » contacte René Saavedra, un jeune publicitaire, fils de militant de gauche exilé et qui est revenu travailler au pays. Attiré par ce défi de professionnel et en fonction de sa propre haine de la tyrannie de Pinochet Saavedra accepte de venir. La discussion s'engage avec les militants du « NON » et c'est tout de suite le problème. Il constate que la publicité qu'on lui propose est une pesante litanie des exactions du régime et, qu'en définitive, l'organisation manque de confiance dans ses efforts. Plutôt que de faire clairement allusion aux luttes passées et risquer de se faire censurer immédiatement, notre jeune publicitaire leur proposera de s'inspirer des méthodes qu'il emploie pour vendre sodas et dentifrices. Il propose de mettre en avant le concept de « bonheur » en adoptant pour les messages un ton général de gaieté et d'optimisme. Inutile de dire que cette vision commerciale ne s'impose pas immédiatement au comité du NON.

Saavedra démarre son projet derrière le dos de Lucho, son patron « pinochiste ». Très rapidement, celui-ci découvre tout. Il propose à Saavedra de l'associer comme partenaire de son entreprise de publicité s'il se retire du projet de « NON », ce qu'il refuse. Lucho décide alors de prendre la tête de la campagne « OUI » pour la sauver du naufrage. En effet, la campagne « NON », appuyée par la majorité de la communauté artistique du Chili, fait un véritable malheur. Ses messages pleins d'invention et d'humour se révèlent politiquement très efficaces. En revanche, pour la campagne « OUI » quelques journalistes à la botte mobilisés pour la circonstance présentent sans conviction des listes de chiffres et des statistiques économiques. Ces messages sont tournés en dérision partout, même par des responsables gouvernementaux et ce procédé se révèle même en fin de compte totalement contre-productif. Pour reprendre l'avantage, le gouvernement renforce ses manœuvres d'intimidation et de censure. En réponse, Saavedra et son équipe évoquent ces tactiques dans leurs messages renforçant d'autant la sympathie de leur public dans un jeu du chat et de la souris où les rôles commencent à s'inverser. Les derniers jours, des vedettes du show-business viennent participer à la campagne du « NON ». Des concerts de rue s'organisent, que la police n'ose plus saboter. La fin de campagne atteint des sommets lorsque les spots gouvernementaux se mettent à parodier ceux du « NON ». Au soir du referendum, la victoire est éclatante. Les troupes qui encerclaient le comité du « NON » se retirent mais il faudra attendre le 11 mars 1990 pour voir Pinochet se retirer entièrement du pouvoir.

Tout cela est bien charmant et on s'en voudrait de boudier son plaisir. Tentons pourtant d'analyser calmement ce qui s'est passé. Le ridicule est une notion inimaginable pour des militaires et que les hommes de Pinochet n'avaient effectivement pas prévue. Ils avaient négligé les médias, ignoré comment jouer de leurs TV à l'instar d'un Berlusconi. Par contre, Saavedra est un pro de la manipulation, c'est

son job. Mettre ses talents au service de la lutte démocratique, ça c'est la nouveauté. Ne pas affronter directement le Pouvoir et sa censure mais, laissant pour plus tard les projets politiques de changement, l'attaquer indirectement en le ridiculisant, en l'obligeant pratiquement à se défendre et, lui ôtant tout prestige, à prendre à son tour la position d'accusé.

C'était aussi donner l'occasion à la masse énorme des abstentionnistes, des résignés de se manifester enfin en les persuadant que cette fois, c'était possible. Le risque, c'était de perturber les vieux militants qui ne reconnaissent pas leur lutte dans ce show, avec ce Saavedra dans le rôle du DJ. Et pourtant, en définitive, c'est vrai « qu'on a gagné ». Bien sûr, la démocratie parlementaire revenue a bien ce « goût étrange venu d'ailleurs » mais la vraie question sera de savoir si la classe politique nouvellement élue « lavera plus blanc » (ou plus rouge) que l'ancienne. Soyons justes : on n'est pas revenu au gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende. Il suffit pour s'en rendre compte de voir les applaudissements de l'administration américaine au départ de son poulain bien-aimé qui ne signifient qu'une chose : il a bien fait le job que lui avait confié l'économiste ultra-libéral Milton Friedman et ses « Chicago boys » mais on n'en a plus besoin aujourd'hui et il devient gênant. Seule Maggie Thatcher ne sera pas ingrate. Elle aura le courage de l'inviter à prendre le thé à Londres et le féliciter publiquement pour son « œuvre ».



le 
drapeau
rouge